



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-28 - Séance du 04 avril 2019

ACTES

5. Institutions et vie politique

5.6 Exercice des mandats locaux

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 26 | 16 | 23 |

| Vote | |
|------------|----|
| Pour | 23 |
| Contre | |
| Abstention | |

L'an 2019, le 04 avril à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 29 mars 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 29 mars 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DUCAMP Ludovic pour CORDEAU Damien, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, DURIX Olivier pour SOULIER Alain, SUAY Régine pour CONTENSEAU Carole, JODAR Mélissa pour DESTAILLATS Aline, VANGREVELYNGHE Patricia pour BASSO Béatrice, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

Absents : FOUREL Sylvain, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan.

Secrétaire de séance : Damien CORDEAU.

N° DLM 2019-28 – MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DES ÉLUS

Madame Elisabeth MAZOLLIER, Adjointe au Maire déléguée aux festivités rapporte que la protection dite fonctionnelle allouée aux élus locaux fait l'objet de deux déclinaisons traduites respectivement par les articles L.2123-34 et L.2123-35 du CGCT.

Au titre de l'article L.2123-35 de ce même code, «le Maire ou les élus municipaux (...) bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune. »
La commune est donc tenue de protéger le maire ou les élus municipaux contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La demande de protection fonctionnelle ne fait l'objet d'aucune délégation, par conséquent, il revient au Conseil Municipal de prendre une délibération spécifique, accordant la mise en jeu de cette protection à l' élu concerné.

Il s'agit ici de la protection fonctionnelle due à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, dans le cadre de la plainte avec constitution de partie civile déposée à son encontre par Monsieur René LOPEZ.

Pour mémoire : Monsieur René LOPEZ, de manière assez singulière car intervenant plus de quatre ans après les élections concernées, et malgré le rejet de sa première protestation en juin 2014 par le Tribunal Administratif, conteste toujours les résultats des élections municipales de mars 2014 et dépose courant mai 2018 une plainte contre X du chef de manœuvres frauduleuses portant atteinte à la sincérité d'un scrutin et inscriptions frauduleuses. Le procureur n'ayant pas statué sur cette plainte Monsieur René LOPEZ a redéposé, six mois plus tard, début novembre la même plainte mais cette fois ci avec constitution de partie civile, procédure dont le but est d'entraîner automatiquement la saisine d'un juge d'instruction et l'ouverture d'une enquête sans devoir attendre la décision du procureur.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, qui n'avait engagé jusqu'alors aucune action en justice dans cette affaire, et, confronté à cet acharnement dont l'objectif principal est de l'assimiler à un fraudeur et un tricheur ayant agi de manière délictueuse, a déposé plainte en dénonciation calomnieuse contre Monsieur René LOPEZ.

Dans ces conditions et conformément aux dispositions précitées du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune est tenue de lui accorder la protection fonctionnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accorder à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, le bénéfice de la protection fonctionnelle sollicitée ;
- Autoriser la prise en charge par la Commune de l'ensemble des frais exposés par Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, dans le cadre du contentieux engagé.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Elisabeth MAZOLLIER et après en avoir délibéré à l'unanimité,

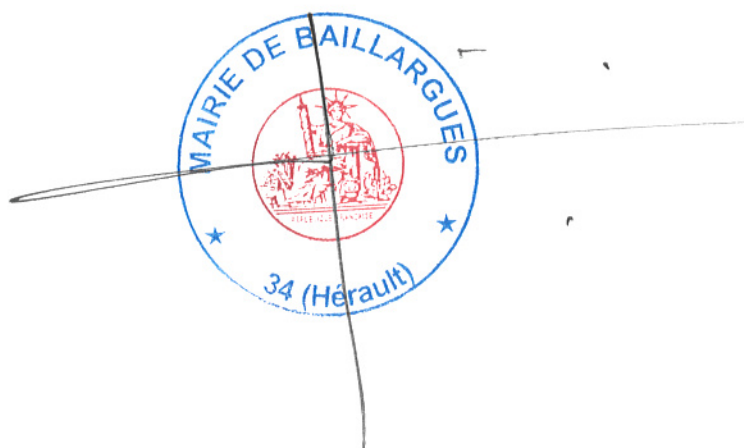
- **ACCORDE** à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, le bénéfice de la protection fonctionnelle sollicitée ;

- **AUTORISE** la prise en charge par la Commune de l'ensemble des frais exposés par Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire de Baillargues, dans le cadre du contentieux engagé.

Pour extrait conforme,

Le 05 avril 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le []
- de sa publication le []

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 10/04/2019

Reçu en préfecture le 10/04/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20190405-DLM2019_28-DE

